



## **Analyse du SNEP-FSU sur le contexte : covid-19 quelle(s) rentrée(s) en SUAPS - réunion visio du 4/06/2020**

Propos tenus à l'oral.

Bienvenue à tous et en espérant que vous allez tous bien et vos proches.

Nous avons pris l'initiative syndicale de faire cette réunion pour d'abord nous faire sortir de notre « localisme ou de notre confinement » afin de faire un état des lieux de ce qui s'est passé et de ce qui se prépare chez les uns et les autres pour la R 2020. En d'autres termes de voir et d'entendre ce qui se fait ailleurs et comparer avec ce qui se passe chez soi. Ceci pour créer du commun, du collectif ce qui est la moindre des choses dans le cadre d'un service public national de l'ESRI.

Nous sommes près de 70 inscrits et au moins 60 SUAPS et GE représentés.

### **Cette réunion va s'organiser en deux temps pas de même durée :**

1<sup>er</sup> temps : une intro du SNEP-FSU sur l'analyse de la situation

2 : Ensuite le deuxième temps sera celui où c'est vous qui parlerez.

Et où nous vous demandons principalement dans cette période de témoigner sur ce que vous avez vécu, mais aussi vos questionnements, vos avis, et sur comment se prépare à ce jour la rentrée chez vous ; non pas pour tout raconter mais pour aller à l'essentiel selon vous en termes d'enjeux, de problématiques, de difficultés majeures ou de contradictions que vous avez perçus ...; Afin de rendre visible une sorte d'état des lieux...

### **Introduction : SNEP-FSU sur analyse du contexte.**

Répétons-le : **C'est une situation exceptionnelle** liée à ce covid 19 que nous n'avons jamais vu et vécu et qui a amené d'abord le confinement à partir du 17 mars. Dans notre analyse nous pointons schématiquement deux problèmes :

#### **1/ L'illusion de la continuité pédagogique mise en avant par le gouvernement.**

Durant celui-ci les collègues ont tenté de poursuivre un lien si possible pédagogique avec un maximum d'étudiants. Mais syndicalement nous avons démystifié très vite le concept de continuité pédagogique vanté par nos ministres Blanquer et Vidal. Nous avons montré l'énorme difficulté voire l'impossibilité parfois de maintenir cette continuité d'enseignement universitaire pour tout le monde ou ne serait-ce qu'un nombre significatif d'étudiants, malgré le dévouement des personnels. La construction par des SUAPS et les collègues de vidéos pour un entretien et une pratique physique dans ce confinement, ont été nombreuses, diffusées, renouvelées, et saluées par tous et partout. Elles ont demandé beaucoup de temps aux collègues de même que la formation des collègues à des nouveaux outils numériques pour évaluer, rester en lien avec nombre d'étudiants et ne parlons pas ici du temps passé dans les réunions visio d'équipe.

Mais tout cela nous renvoie que ce ne peut pas être notre cœur de métier le seul axe en SUAPS, à l'université pour enseigner, animer des APSA et surtout le choix de celles-ci...

En effet les missions des SUAPS avec leur offre d'APSA, leur enseignement ne peuvent rester cantonnées et diminuées à une offre d'APSA d'entretien physique, individuel, à la mode, bref à une sorte d'EPS hygiéniste, version suédoise « new age », tutorialisée.

C'est un redoutable défi pour les SUAPS auquel nous allons être confrontés si le confinement ou la précaution sanitaire dans le déconfinement demeurent, s'installent et pire si cette situation est instrumentalisée en plus. J'y reviendrai.

Nous devons nous positionner sur l'intérêt et LIMITES de ces dispositifs distanciels. La question nous semble déjà imposée, et encore plus pour la rentrée de septembre, par le ministère et les Universités à travers des directives qu'il faudra relativiser car écrites le 19 mai style : 20% présentiel et 80% distanciel.

Il apparaît bien que ce mode d'enseignement distanciel dans sa généralisation ne peut être valorisé non pas pour sa pertinence péda, mais bien dans une logique d'insuffisance et de réduction des investissements en postes.

Une situation où le ministère a refusé de cadrer nationalement les choses, entre autres sur les services et vacataires, malgré nos demandes. Cela a amplifié tous les cas de figures sur le territoire national et généré des tensions énormes au sein d'équipes d'enseignants, de direction et des personnels administratifs. (Le summum étant atteint à Paris Sorbonne avec les recours en TA suite aux décisions du CFVU sur la délivrance du diplôme licence par exemple).

Rappelons que cette situation hors norme s'est ajoutée au contexte existant d'insuffisance de moyens (postes et budgets) pour les univ et en particulier en SUAPS/STAPS. Je ne parle pas ici de la CVEC. Je n'aborde pas non plus les problématiques du nouveau formatage des maquettes de formation induites par la logique des blocs de compétences. Cela requestionne les SUAPS sur comment rester dans les maquettes de formations en tant qu'UE ou d'offre de formation validée institutionnellement. On reviendra sur ce sujet en conclusion de notre visio pour proposer un nouveau temps de débat national sur ce point et comme cela avait été prévu en mars pour notre journée nationale sur nos modèles économiques et nos modèles pédagogiques.

Pointons le climat anxiogène de cette situation pour tout le monde et dans nos établissements. Ce choc de confinement a encore plus mis à nu, dévoilé l'insuffisance de moyens et fait éclater les inégalités sous-jacentes dans le monde étudiant, voire pour des collègues (dont vacataires), l'insuffisance de titulaires, – A travers l'accès au numérique, conditions de vies matérielles et psychiques (isolement),...

Ensuite le gouvernement a annoncé très rapidement que les UNIVS ne comprenant que des adultes ne réouvraient qu'en septembre, contrairement aux écoles et Collèges sur la base du volontariat des familles (ce qui pose question aussi), laissant percevoir que primait d'abord l'intérêt économique sur le sanitaire afin de permettre aux familles de faire garder leurs enfants pour aller travailler.

**2<sup>ème</sup> point et le plus problématique / Instrumentalisation du choc du covid19 par le gouvernement pour accélérer les processus à l'œuvre de déréglementation, de privatisation, du SP N de l' ESRI** bref pour passer à une Université « 5. Zéro » « hybridée, tutorialisée, ubérisée » ...

Comme pour l'école (primaire sd degré) où le ministre Blanquer, déclare au Sénat (plus BFMTV avant hier) qu'il veut préfigurer avec son dispositif entre autres du 2S2C l'école de demain (expliciter 2S2 C) et diminuer le temps de l'école en externalisant à terme l'EPS; la ministre Vidal, veut se servir de cette crise et du choc pour faire avancer sa vision et restructuration de l' ESRI de demain dont le cœur serait le distanciel numérisé. Elle annonce, quelle que soit la situation sanitaire, qu'il faut privilégier les cours et évaluations en distanciel au détriment du présentiel. Soit une déstructuration, voire une déshumanisation de l'acte d'enseigner, d'apprendre dans la pratique, de réfléchir, de confronter dans

l'interaction sociale et physique. Un mot magique a surgi et définissant l'avenir, serait celui d'hybridation.

Ce distanciel pose de redoutables enjeux et problèmes. Ne serait-ce que pour les tuyaux utilisés (versus GAFAM), les contenus (y compris physique) reformatés par ces tuyaux d'un point de vue technique, la confidentialité des données etc... , et surtout pour nous en SUAPS la question identitaire qui est celle des pratiques, de la formation dans les APSA et par les APSA pour les étudiants. Donc à terme le devenir et l'identité des SUAPS. Allons-nous voir une externalisation des pratiques vers les clubs ?

Même si nous souhaitons un retour à la normale, la menace de nouvelles périodes de confinement plus ou moins total doit nous faire travailler à un plan B. Nous devons garder à l'esprit la priorité sur la sécurité des étudiant.es et des personnels. Nous devons aussi être très vigilant.es, en termes de responsabilités, sur les protocoles sanitaires. Ils doivent être expliqués et votés en Conseil des Sports et CHSCT. Les enseignants ne doivent pas s'en écarter et être écartés, ou vouloir être plus innovants que ce qui est stipulé. Le cas échéant, le droit de retrait de l'agent est à utiliser.

Dans le respect des protocoles sanitaires, le présentiel est à privilégier. La notion de « précarité physique » des étudiant.es doit être mise en avant. En groupe restreint, en extérieur ou pas, avec du matériel individuel, désinfecté... Nous devons privilégier, dès que possible, le présentiel, le cœur de notre métier. Nous devons imposer l'idée que même aménagées, les pratiques réelles en face à face sont les seuls moyens pour organiser et guider des apprentissages dans notre métier.

Et simultanément les réaménagements, les adaptations nécessaires en lien avec la situation sanitaire ne peuvent se faire que dans le respect des réglementations et des règles actuelles régissant nos conditions de travail, de services, dont l'importance du service prévisionnel... Celles-ci ne sont pas des freins à l'action mais un cadre sécurisant, coopératif et de non mise en concurrence, et permettant la stabilité, l'anticipation sereine pour travailler et faire réussir les étudiants.

Pointons à ce jour que la situation sanitaire s'améliore au sens où la circulation du virus semble ralentir énormément et donc un retour à la normale pourrait s'envisager dès septembre. Mais incertitudes là aussi de comment ça peut évoluer pendant l'été ou en décembre 2020... Nous devons travailler selon nous à au moins deux plans : un plan B dégradé/ hybridé covid 19 et un plan temps normal qui reste par ailleurs aussi dégradé d'une certaine façon pour les moyens insuffisants.

Ainsi Cette crise ne doit pas être le prétexte à passer sous le tapis la demande reconnue par tous de l'insuffisance dramatique des moyens (encore plus avec un dédoublement des cours si diminution des effectifs par groupes) et pour passer à une ESRI 5 point zéro baignant de plus en plus dans un processus de privatisation/ territorialisation amenant toujours plus de mise en concurrence mortifère pour le sens du métier et de nos conditions de travail. Le terme d'hybridation employé par la ministre risquerait de rendre non résilient, **non souverain et non démocratique** notre service public (SP) de l'ESRI et par là les SUAPS et leur imbrication dans les missions universitaires. Le silence actuel sur les moyens pour la rentrée est assourdissant et significatif.

Nous avons pu mesurer aussi toute la limite du cours numérique et du besoin de lien physique et réclamé dès maintenant par les étudiants. Nous devons poursuivre donc plus que jamais les luttes collectivement pour plus de moyens pour le Service Public ESRI en présentiel, pour une formation corporelle émancipatrice équilibrée participant de la réussite de nos étudiants, et pour une amélioration de nos conditions de travail et de service.

Essayons de retourner ce choc à l'avantage du Service Public.

[pascal.anger@univ-angers.fr](mailto:pascal.anger@univ-angers.fr)

